

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

Mittwoch (Abend), 8. Juni 2022 / Mercredi soir, 8 juin 2022

Sicherheitsdirektion / Direction de la sécurité

65 2021.RRGR.321 Postulat 220-2021 Dunning (Biel/Bienne, SP)
Abgelehnte Asylbewerberinnen und Asylbewerber haben Anrecht auf eine menschenwürdige Unterbringung!

65 2021.RRGR.321 Postulat 220-2021 Dunning (Biel/Bienne, PS)
Les requérant-e-s d'asile débouté-e-s ont droit à des conditions d'hébergement dignes et humaines !

Präsident. Traktandum 65 ist ein Postulat. Der Regierungsrat empfiehlt die punktweise Beschlussfassung. Ziff. 1: Annahme und gleichzeitige Abschreibung, Ziff. 2: Annahme und gleichzeitige Abschreibung, Ziff. 3: Ablehnung, Ziff. 4: Annahme. Wir führen eine freie Diskussion.

Samantha Dunning, Biel/Bienne (PS), auteure du postulat. Ce postulat fait suite au débat de septembre 2021 sur la motion d'Andreas Hegg et Hans Schär (M 099-2021) sur le maintien du centre de retour à Bienne-Boujean. Lors du débat, nous nous étions accordés sur le fait que les conditions dans les containers à Boujean n'étaient pas optimales. Parallèlement, un rapport de la Commission nationale de prévention de la torture (CNPT) a été rédigé sur les centres de retour dans le canton de Berne qui démontrait clairement que les conditions d'hébergement sont intolérables et qu'elles contreviennent à la Convention de l'ONU sur les droits de l'enfant. Rappelons aussi que les centres de retour sont conçus comme un lieu de transition rapide avant le départ dans le pays d'origine à la suite d'une décision négative.

Ce postulat ne remet pas en question les décisions négatives. Ce qui nous interpelle dans ce postulat, c'est que le temps de transition devient souvent durable et que la plupart des requérants d'asile déboutés vivent dans les centres de retour depuis plus de deux ans.

Du moment où des personnes restent sur le territoire cantonal bernois plusieurs années parce que leur renvoi n'est pas possible, il faut leur accorder des conditions dignes. L'idée générale de ce postulat est d'obtenir une planification globale de l'hébergement de ces personnes selon certains principes. Nous ne pouvons pas considérer le postulat comme étant réalisé, malgré le déplacement des familles avec enfants et des femmes seules à Enggistein ou bien l'augmentation de l'aide d'urgence à 10 francs par personne et par jour. La situation des familles francophones mais aussi des femmes et des hommes seuls francophones qui devront être déplacés fin juillet du centre de retour de Bienne-Boujean n'est toujours pas claire et les conditions de vie à Aarwangen et Gampelen n'ont que peu changé.

Concernant les points 1 et 2, je suis heureuse que quelques espaces soient désormais mis à dispositions à Enggistein, mais est-ce suffisant par rapport au nombre de personnes sur place ? Qu'en est-il des autres centres de retour à Aarwangen ou Gampelen ? Les personnes hébergées ne pouvant pas recevoir des visites dans leurs chambres, ont-elles à disposition des salles privées pour mener des discussions privées ? Et surtout : considère-t-on qu'une seule chambre par famille indépendamment du nombre de personnes et de l'âge des enfants, comme c'est le cas à Enggistein, est une condition digne ? Enfin, concernant la centralité des centres, ce n'est pas toujours possible de trouver un lieu d'hébergement au centre-ville, qu'est-il mis en place pour que les personnes puissent se déplacer au centre-ville en dehors du cadre scolaire ? Avec toutes ces questions, je vous demande d'accepter les points 1 et 2 et de ne pas classer les points.

Concernant le point 3, je comprends l'argument du Conseil-exécutif qu'un hébergement des familles avec enfants dans des appartements pourrait être considéré comme une inégalité de traitement. Si le renvoi des personnes déboutées était effectif et rapide, un hébergement dans un centre ne serait

pas problématique. Mais en réalité, l'hébergement dans les centres dure des années. Certaines personnes ne repartiront pas, malgré les conditions indignes dans lesquelles elles vivent. Im Bericht der Nationalen Kommission zur Verhütung der Folter (NKVF) ist es geschrieben: 13 Prozent der Menschen, die in der Schweiz Nothilfe bezogen haben, sind im Jahr 2019 effektiv ausgereist. *(Kurze Unterbrechung infolge eines technischen Problems. / Courte interruption suite à un problème technique.)*

Avec la révision de la loi fédérale d'asile (loi sur l'asile [LAsi]), espérons que les procédures soient plus courtes et que les personnes ne restent pas dans ces phases de transition des années durant. Toujours est-il que pour les personnes relevant de l'ancien droit, la situation est problématique. Certaines sont apatrides et d'autres proviennent de pays tels que l'Afghanistan où les conditions se sont encore dégradées. Pour ces personnes, il est urgent de trouver une solution.

Pour le quatrième point, je suis soulagée que le Conseil-exécutif soit prêt à relever l'aide d'urgence attribuée par personne à 10 francs par jour et de revoir le calcul dégressif pour les familles, même si le montant est trop faible pour permettre de vivre dignement. Le calcul dégressif pour les familles ne prend pas en compte les besoins particuliers des bébés et des enfants – comme les couches, les vêtements – qui entraînent des surcoûts aux familles. Je vous prie donc de bien vouloir suivre le Conseil-exécutif et d'adopter ce point.

Pour le dernier point, je me réjouis aussi de constater que le Conseil-exécutif a rapidement mis en exécution 25 des recommandations promulguées par la CNPT. Cela aurait été toutefois appréciable d'être renseigné sur les recommandations appliquées et sur la manière dont elles le sont. Une planification globale de l'hébergement des personnes requérantes d'asile déboutées n'ayant pas été proposée, on ne peut pas considérer ce point comme étant réalisé. Le classement est donc combattu. En résumé : adoption des points 1, 2, 4 et 5 du postulat sans classement. Je rappelle qu'il s'agit d'un postulat et que de nombreuses questions sont encore en suspens. Also: Annahme des Postulats ohne Abschreibung bitte.

Tom Gerber, Reconvilier (PEV), coauteur du postulat. Je reconnais qu'au cours de la dernière année, quelques améliorations ont eu lieu et j'aimerais à ce titre remercier le directeur de la police. Cependant, le système n'a pas changé : les requérants d'asile qui sont déboutés sont mis dans des conditions qui ont pour but de les faire partir. Je peux comprendre ce système. Je n'ai aucun problème à ce que ces personnes soient rapatriées, ramenées chez elles, même en utilisant la contrainte. Cependant, le problème, c'est que le système ne fonctionne pas. On peut même encore débattre si ces personnes ne peuvent pas partir ou si elles ne veulent pas partir. Mais ça ne change encore une fois rien – elles ne partent pas, elles sont ici.

Nous devons travailler avec la réalité, et la réalité, c'est que les personnes dont il est question ne peuvent pas être rapatriées de force et que malgré les conditions de misère qui sont offertes à ces personnes, elles ne partent pas. Alors on fait quoi ? On continue à mettre la tête dans le sable ? Non ! Si notre système était encore particulièrement bon marché..., mais ce n'est même pas le cas, alors, arrêtons pas de vouloir le maintenir à tout prix.

Les personnes déboutées qui ne peuvent être expulsées sont ici et il y a lieu de leur donner des conditions de vie acceptables et dignes, et – c'est une remarque personnelle –, la dignité, elle ne se mesure pas seulement en montants, elle se mesure aussi en perspectives de vie.

Andreas Hegg, Lyss (FDP), Fraktionssprecher. Die Fraktion FDP wird diesem Postulat in den Ziff. 1, 2 und 5 zustimmen. Die Ziff. 1, 2 und 5 werden wir auch gleichzeitig abschreiben. Nach meinem Wissen ist übrigens der Kanton Bern der einzige Kanton – und wir sprechen ja hier immer noch von abgewiesenen Personen –, der Familien und Kinder und alleinstehende Frauen in separaten Strukturen unterbringt.

Erlauben Sie mir aber eine Bemerkung zum Titel des Postulats. Der Titel sagt: Abgelehnte Asylbewerber und Asylbewerberinnen haben Anrecht auf eine menschenwürdige Unterbringung. Mit diesem Titel wird suggeriert, dass wir unsere abgelehnten Asylbewerberinnen und Asylbewerber menschenunwürdig unterbringen. Ich bringe Ihnen ein Beispiel des Rückkehrzentrums Biel-Bözingen. Zuerst haben gewisse Kreise gesagt, die Unterbringung in diesem Zentrum sei menschenunwürdig

und es müsse jetzt für diese Personen vor Ort eine andere Lösung gesucht werden. Etwas später hat sich der Verein «Alle Menschen Tous les êtres humains» zum Rückkehrzentrum Biel-Bözingen, welches noch bis Juli 2022 in Betrieb ist, geäußert und gesagt: Das Rückkehrzentrum Bözingen funktioniere relativ gut. Es wurde ausgeführt, dass diese Unterbringung wesentlich besser sei als beispielsweise ein altes Hotel oder eine ehemalige Internatsschule, und es wird auch auf die Vorteile der Container hingewiesen. Jetzt, aktuell, da man weiss, dass diese Personen dort wegmüssen und verlegt werden, wehrt man sich jetzt plötzlich gegen diese Verlegung. Scheinbar ist jetzt das Zentrum doch nicht so schlecht, wie es dargestellt wurde. Das zeigt auch, dass gewisse Kreise immer wieder versuchen, diese Rückkehrzentren schlechtzumachen, obwohl es nicht so ist.

Die Fraktion FDP akzeptiert nicht, was hier im Titel suggeriert wird, dass wir die abgewiesenen Personen menschenunwürdig behandeln oder unterbringen. Der Kanton Bern erfüllt klar die Vorgaben des Bundes – das ist übrigens auch der Volkswille –, setzt diese um und hat bereits mehrere Massnahmen ergriffen, um die Situation zu verbessern.

Nora Soder, Biel/Bienne (Grüne), Fraktionssprecherin. Wichtig ist vorwegzunehmen, dass das vorliegende Postulat die Situation von allen etwa 300 abgewiesenen Asylbewerberinnen und Asylbewerbern im Kanton Bern anspricht und somit eine einseitige Beantwortung, wie sie hier vorliegt – mit Blick hauptsächlich auf einen kleinen Teil einer Nachfolgelösung von Bözingen –, nicht genügt. Deshalb will ich den Blick unter anderem auf das Rückkehrzentrum in Aarwangen lenken. Die Nationale Kommission zur Verhütung von Folter (NKVF) schreibt in ihrem aktuellen Bericht, dass die Platzverhältnisse dort prekär sind. Mehrere Familien leben dort gemeinsam mit ihren Kindern in einem Raum von etwa 15 bis 23 m². Die Kommission beurteilt diese Platzverhältnisse deshalb als menschenunwürdig. Aus der vorliegenden Antwort des Regierungsrates kann man nicht lesen, ob sich dort etwas verbessert hat.

Wenn wir den Blick dann trotzdem auch auf Bözingen lenken, möchte ich erwähnen – wie vorher schon gesagt wurde –, dass immer noch keine Nachfolgelösung für jene abgewiesenen Asylbewerberinnen und Asylbewerber vorhanden ist, welche als französischsprachig eingestuft werden. Viele von ihnen sind tief verunsichert und voller Ängste, was die Zukunft anbelangt, weil sie immer noch nicht wissen, wo sie etwa in einem Monat wohnen werden. Das Garantieren einer lückenlosen Beschulung der Kinder und das Aufbauen guter Unterstützungsstrukturen durch Freiwillige und Vereine wird dadurch erschwert.

Ein Blick auf das neue Rückkehrzentrum in Enggistein zeigt, dass die Bewohner und Bewohnerinnen aus diversen Gründen von den Plätzen draussen weggewiesen werden. Sie werden auch in der Bewegungsfreiheit durch das tägliche Unterschreiben zu fixen Zeiten eingeschränkt. Busfahrten, die sie sich mit der knappen Nothilfe nicht leisten können, sorgen für eine Isolierung.

Schön, dass wir durch die vom Regierungsrat zur Annahme empfohlene Ziff. 4 anerkennen, dass Familien – vor allem solche mit Säuglingen und Kleinkindern – und Frauen eine höhere Nothilfe brauchen und dass ein Beitrag an die Schulkosten übernommen werden muss. Von einer menschenwürdigen Unterbringungsplanung und -umsetzung sind wir im Kanton Bern aber noch weit entfernt. Zudem müssen wir uns, wenn wir von menschenwürdigen Unterbringungslösungen sprechen, bewusst sein, dass einige der abgewiesenen Asylbewerber und Asylbewerberinnen für einen Aufenthalt von mehreren Jahren hierbleiben und in den Nothilfeunterkünften wohnen, weil sie nicht in ihr Herkunftsland zurückgehen können. Gründe für eine solche unmögliche Rückkehr, obwohl der Asylentscheid negativ ist, sind zum Beispiel, dass keine heimatlichen Reisepapiere ausgestellt werden können oder auch, dass diese Menschen in ihrem Heimatland Menschenrechtsverletzungen befürchten, welche aber hier nicht zur Gewährung eines Schutzstatus genügten. Es handelt sich also nicht um eine Unterkunft nur für ein paar Wochen. Es ist wichtig, dass wir uns jetzt für menschenwürdige Unterbringungen einsetzen. Wenn wir das nicht machen, werden uns die Folgeeffekte einer menschenunwürdigen Unterbringung teuer kommen.

Somit kommt die grüne Fraktion zum Schluss, dass die Ziff. 1, 2, 4 und 5 angenommen und die Ziff. 1, 2 und 5 nicht abgeschrieben werden sollen.

Margrit Junker Burkhard, Lyss (SP), Fraktionssprecherin. Die Fraktion SP-JUSO hat selbstverständlich das Postulat schon im Voraus diskutiert, und wir haben in der Fraktionssitzung zur Kenntnis genommen, wie es behandelt wird und bestreiten wie die Postulantin in allen Punkten die Beschreibung.

Zu Ziff. 1 und 2 beantragt der Regierungsrat, diese Punkte anzunehmen und gleichzeitig abzuschreiben. Wir bestreiten dies, weil wir der Meinung sind, dass die Arbeiten noch nicht gemacht sind. Der Regierungsrat schreibt in der Kann-Formulierung. Das heisst offenbar, dass die Aufenthaltsräume für Frauen und Kinder, Aufgabenzimmer etc. noch nicht vorhanden sind. Diese Räume sind für den Rückzug der Familien mit Kindern enorm wichtig.

Zu Ziff. 4: die Fraktion SP-JUSO hat sich schon mehrmals vehement gegen die geltenden Höhen der Nothilfe ausgesprochen. Die tiefen Unterstützungsansätze erlauben den Menschen in den Zentren definitiv kein würdiges Leben, auch wenn diese mit Kindern jetzt eine minimale Erhöhung erhalten. Das reicht immer noch nirgends hin.

Zu Ziff. 5. Es ist löblich, dass diese Massnahmen in Aussicht gestellt werden. Die Abschreibung darf noch nicht gemacht werden, bevor die Vorhaben umgesetzt sind.

Erlauben Sie mir jetzt noch eine persönliche Bemerkung betreffend Flüchtlinge. Ich finde es unglaublich schlimm, was in der Ukraine passiert, und ich bin froh, dass die Schweiz, der Kanton Bern, alles macht, um die Menschen zu unterstützen. Hingegen finde ich es äusserst bemühend, dass derartige Unterschiede zwischen den Flüchtenden aus der Ukraine und jenen zum Beispiel aus Syrien oder Eritrea – oder woher sie sonst kommen – gemacht werden. Es sind alles Menschen, die nicht in ihrer Heimat leben können, und wir sind allen verpflichtet. Es wäre sicher an der Zeit, auch diese Menschen, die nicht aus der Ukraine kommen, menschenwürdig zu behandeln.

Andrea Gschwend-Pieren, Kaltacker (SVP), Fraktionssprecherin. Ich nehme es gleich vorweg: Die Fraktion der SVP schliesst sich grossmehrheitlich der Haltung des Regierungsrates an, spricht: Die Ziff. 1 und 2 und 5 nehmen wir an, und wir wollen die gleichzeitige Abschreibung. Ziff. 3 wurde ja zurückgezogen. Bei Ziff. 4 würden wir, falls sie angenommen wird, die Abschreibung verlangen. Ich komme nachher noch gleich zur Begründung.

Zu den beiden ersten Ziffern. Die Postulanten rennen mit ihrem Vorstoss offene Türen ein. Seit Anfang dieses Jahres werden Familien mit Kindern sowie Frauen im Rückkehrzentrum Enggistein untergebracht. Wir hatten in der SiK die Gelegenheit, dieses Rückkehrzentrum zu besichtigen, und es ist ein schöner Fleck Erde. Die Unterbringungsform funktioniert sehr gut und erfüllt die beiden ersten Ziffern des Postulats gänzlich.

Erlauben Sie mir trotzdem noch eine kleine Bemerkung zur im Postulat formulierten Kritik der Unterbringung in Container in Biel-Bözingen. Andreas Hegg hat es auch schon bereits erwähnt und auch mich erstaunt schon etwas, dass die vermutlich entsprechend instrumentalisierten Bewohner zuerst lauthals Kritik an der Unterbringung übten, sich anschliessend aber in der gleichen Lautstärke dafür gewehrt haben, dort bleiben zu dürfen. Der Verein «Alle Menschen Tous les êtres humains» ist in seinem Schreiben vom Januar dieses Jahres ebenfalls zum Schluss kommen, dass das Rückkehrzentrum in Biel-Bözingen relativ gut funktioniert und es durchaus Vorteile an dieser Containerlösung gibt.

Zu Ziff. 4: Wie wir kürzlich einer Medienmitteilung des Regierungsrates entnehmen konnten, stehen bereits zusätzliche Mittel neben der Nothilfe von 8 Franken pro Person und Tag zur Verfügung, nämlich zusätzliche Fr. 4.50 für spezielle Leistungen. Vor diesem Hintergrund beantragt die Fraktion der SVP deshalb dann auch gerade die Abschreibung dieser Ziff. 4.

Zu Ziff. 5: Auch hier schliesst sich die Fraktion der SVP der Regierungshaltung an, nimmt diesen Punkt an und schreibt ihn gleichzeitig ab. Die SID hat sich umfassend zu diesem ausführlichen Bericht der NKVF geäussert und hat auch schon konkrete Massnahmen umgesetzt.

Also zusammenfassend nochmals: Alle Ziffern nehmen wir an und schreiben sie als erfüllt ab. Bei Ziff. 4 beantragen wir ebenfalls die Abschreibung.

André Roggli, Rüschegg Heubach (Die Mitte), Fraktionssprecher. Wir von Die Mitte unterstützen das Anliegen der Postulanten und finden eine menschenwürdige Unterbringung abgewiesener

Asylbewerber und Asylbewerberinnen ebenfalls wichtig. Wir haben es jetzt nicht so interpretiert wie die FDP, dass man da etwas suggeriert, dass es nicht richtig ist, sondern wir sagen: Doch, das ist wichtig, und auch wir machen dies zu grossen Teilen bereits schon absolut korrekt. In den vergangenen Sessionen haben wir uns schon vermehrt über dieses Thema unterhalten, debattiert und Beschlüsse gefasst. Der Fokus bei uns in der Mitte ging vorwiegend in die Richtung Asylbewerbernde, die schon lange hier sind, und wir halten an diesem Fokus fest.

Aus unserer Sicht ist es auch nachvollziehbar, dass man sagt, es ist gut, wenn man eine städtische Anbindung hat. Wir haben vorhin von Andrea Gschwend-Pieren gehört, wie Enggistein aussieht, und als jemand, der vom Land kommt, sage ich, dass man auch auf dem Land sehr gut leben kann. Wenn man eine Anbindung an den öffentlichen Verkehr hat, dann ist das sehr wohl sehr gut möglich. Es ist halt nicht immer – und das hat die Regierung auch beschrieben – Stadtnähe zu haben. Wir hatten Stadtnähe in Biel-Bözingen, und es wurde immer gesagt, es sei nicht gut. Jetzt auf einmal wäre es eben gut gewesen. Das haben wir auch schon gehört, und ich wiederhole es nicht noch einmal vertieft.

Wichtig scheint uns, wie in Punkt 4 beschrieben, dass – dieser Hygieneartikel, sage ich jetzt – die Hygieneartikel diesen Menschen zur Verfügung gestellt werden können. Das ist ein wichtiger Punkt, den wir unterstützen. Frau Grossrätin Soder hat den Bericht der NKFV erwähnt. Die Regierung nimmt sich aus meiner Sicht diesem Thema an, ist an den Hausaufgaben und nimmt diese Sachen sehr wohl ernst, damit sie dies erledigen können. Auch bezüglich der Bemühungen der Regierung, dass die Familien, Frauen mit Kindern und alleinstehende Frauen separate Unterkünfte erhalten, sind wir der Meinung, dass dies schon gut gemacht wird. Da brauchen wir nicht noch einmal darauf einzugehen.

In diesem Sinne unterstützen wir die Anliegen der Postulantin oder der Postulanten, folgen aber auch den Ausführungen der Regierung, weil diese für uns nachvollziehbar und glaubwürdig sind. Wir unterstützen aus diesem Grund Punkt 1 und 2 mit gleichzeitiger Abschreibung. Punkt 4 nehmen wir einstimmig an, und Punkt 5 unterstützen wir mit gleichzeitiger Abschreibung. Danke, wenn Sie diese Anträge der Regierung auch so unterstützen können.

Hanspeter Steiner, Boll (EVP), Fraktionssprecher. Die Fraktion der EVP ist erfreut, dass die Regierung für gewisse Verbesserungen bereit ist. Wenn das Postulat vor einem Jahr eingereicht worden wäre, hätte es geheissen, es sei in allen Punkten abzulehnen.

Die NKFV hat mehrere Empfehlungen abgegeben, insbesondere auch zur Wohnsituation. Wir begrüssen, dass die Regierung im Punkt 1 erkennt, dass auch abgewiesene Asylbewerber menschenwürdig untergebracht werden sollen und wahrscheinlich, Andreas Hegg, haben wir etwas Differenzen, was denn jetzt menschenwürdig ist und was nicht. Das bedingt aber konkrete Veränderungen. Dass die Familien endlich die Container in Biel-Bözingen verlassen durften, darf als positiv beurteilt werden, und wir haben es schon gehört: Der neue Standort in Enggistein, Worb, bietet eine deutlich bessere Wohnsituation für Familien mit Kindern. Leider haben wir aber immer noch Standorte, an denen die Wohnsituation nach wie vor nicht menschenwürdig ist, und deshalb sind wir der Überzeugung, dass wir den Punkt 1 nicht abschreiben dürfen.

Zu Punkt 2. Die EVP unterstützt diesen, weil – wie ich schon gesagt habe – die Wohnsituation für Familien immer noch nicht überall geeignet ist. Für die Entwicklung der Kinder sollte unbedingt angestrebt werden, dass diese Kinder in einer öffentlichen Regelklasse in die Schule gehen können. Das ist für ihre Entwicklung einfach besser. Hingegen: Der leichte Zugang zu den Stadtzentren erachten wir als weniger zwingend. Auch in einem Dorf kann man sehr gut leben. Deshalb würde ein Teil unserer Fraktion hier die Abschreibung unterstützen.

Punkt 3 wurde zurückgezogen.

Zu Punkt 4. Es ist erfreulich, dass die Regierung diesen Punkt positiv beurteilt. Auch wir erachten es als wichtig, dass die Nothilfe für Familien mit Kindern gerade für Hygieneartikel etc., welche doch viel kosten, erhöht wird.

Punkt 5. Die NKFV hat mehrere Empfehlungen abgegeben. Für die EVP sind noch nicht alle dieser Empfehlungen erfüllt. Nach wie vor ist die Beschäftigungslosigkeit, dieses sinnlose In-den-Tag-Hineinleben, äusserst schädlich für die Psyche. Die Menschen sind geschädigt und oft führt dies zu

Kriminalität. Hier muss zwingend nach Lösungen gesucht werden, und wir sind zuversichtlich und glauben daran, dass auch das bestehende Gesetz hier noch Spielraum bietet. Es muss ein weiteres Mal gesagt werden, dass wir als EVP uns wünschen, dass man endlich differenziert zwischen abgewiesenen Asylbewerbern, die problemlos unser Land verlassen können, und denjenigen, die das eben nicht können, hinschaut. Deshalb sind wir der Überzeugung, dass wir auch den Punkt 5 nicht abschreiben sollten.

Michael Ritter, Burgdorf (glp), Fraktionssprecher. Die grünliberale Fraktion – ich nehme dies gleich vorweg – folgt dem Regierungsrat und wird diese Punkte 1, 2 und 5 annehmen und abschreiben. Den Punkt 4 nehmen wir an und schreiben ihn nicht ab.

Ich sage zuerst etwas zum Punkt 4. Es ist eine besonders verletzte, vulnerable Gruppe, die hier im Fokus steht. Der Regierungsrat hat in seiner Antwort sehr klar und konstruktiv und verständnisvoll reagiert. Es ist zu unterstützen. Im Unterschied zu Grossrätin Gschwend-Pieren sind wir aber klar der Meinung, dass es nicht vollzogen ist und deshalb auch nicht abgeschrieben werden soll, wie es auch der Regierungsrat ja gar nicht abschreiben will.

Zu den Punkten 1, 2 und 5. Dort ist das Grundproblem zwischen der Postulantin und der Regierung eigentlich jenes, dass man sich über den Ist-Zustand nicht ganz einig ist. Wir sind zum Schluss gekommen – auch in Würdigung der Antwort des Regierungsrates –, dass man dies eigentlich mit einer Aufrechterhaltung dieser Punkte nicht lösen kann. Wenn es Hinweise auf angebliche oder tatsächliche Missstände gibt, muss man diese belegen oder – sagen wir es so – mindestens die entsprechenden Hinweise, dass solche Missstände bestehen, bringen. Stattdessen geht es in der Begründung dann primär um die spezifische Situation in Biel. Dazu wurde jetzt schon sehr viel gesagt. Das wiederum kommt im Postulatstext dann gar nicht vor. Das ist etwas ein Widerspruch und etwas problematisch. Für uns gilt inhaltlich im Zweifelsfall der Postulatstext und nicht die Begründung. Hier ist es einfach in der allgemeinen Form postuliert. Für uns sind diese Antworten des Regierungsrates insgesamt nachvollziehbar, und wir beantragen die Abschreibung. Der kritische Punkt ist vielleicht noch der Punkt 5, denn dort kann man argumentieren, dass das Umsetzen der Empfehlungen erst – wie man dies so sagt – aufgegleist, aber noch nicht umgesetzt ist. Es ist allerdings aus unserer Sicht klar, dass diese Umsetzung kommt. Das wäre vielleicht ein Argument dafür, dort bei der Abschreibung zu zögern. Bei den Punkten 1 und 2 ist es für uns klar. Aber auch beim Punkt 5 beantragen wir die Abschreibung und beim Punkt 4 nicht. Wir verdanken auch die Antwort des Regierungsrates, der unserer Meinung nach mit diesem Vorstoss sehr fachlich richtig und seriös umgegangen ist.

Präsident. Wenn es noch Einzelsprecher gibt, bitte anmelden. Nach der nächsten Sprecherin schliesse ich die Anmelde liste.

Katharina Baumann-Berger, Münsingen (EDU), Fraktionssprecherin. Alle vier zu diskutierenden Themen zeigen Aufträge auf, deren sich die zuständige Direktion durchaus bewusst ist und zu denen sie bereits heute flexible Lösungen erarbeitet. Nötige Anpassungen von Liegenschaften und von Taggeldern wurden gemacht. Die Bedürfnisse der Personen mit Wegweisungsentscheid werden ernstgenommen und ihren persönlichen Umständen wird bestmöglich entsprochen. Dies auch gerade im Bereich der besonderen Bedürfnisse von Familien, Kindern und Frauen oder des besonderen Schutzes für Familien, Kinder und Frauen. Unter aktuellen und anspruchsvollen Umständen, die immer wieder etwas anders sind, wird die Umsetzung des immer noch jungen Asylgesetzes (EG AIG und AsylG) mit Achtung und Verständnis gelebt. Es gibt Probleme, ja. Aber man will diese lösen. Es gibt negative Asylentscheide, ja, und das ist nie schön. Aber es gibt Gründe für einen negativen Asylentscheid. Sonst gäbe es diesen Status nicht.

Menschenwürdig: Das ist ein grosses Wort. Wir haben es jetzt ein paarmal hier am Pult diskutiert. Aber was bedeutet es genau? Was bedeutet es weltweit oder hier in der Schweiz? Ich bin dankbar, dass wir in einem Land leben, in dem Menschen menschenwürdig miteinander umgehen und abgelehnte Asylbewerberinnen und Asylbewerber eben unter menschenwürdigen Umständen wohnen und leben dürfen.

Der EDU-Fraktion nimmt die einzelnen Punkte gemäss Antrag Regierungsrat an, schreibt die Punkte 1, 2 und 5 ab. Beim Punkt 4 haben wir die Abschreibung nicht besprochen.

Christoph Grupp, Biel/Bienne (Grüne), Einzelsprecher. Meine Fraktionskollegin Nora Soder hat gesagt, das ist richtig, das Postulat ist so verfasst, dass es die Gesamtsituation im Kanton Bern erfasst, und trotzdem hätte ich noch zwei bis drei Punkte zur Situation in Biel-Bözingen spezifisch, bei denen ich gerne nachfragen und die Gelegenheit dafür jetzt nutzen möchte.

Aber vielleicht vorab zuerst noch zwei, drei Überlegungen. An Kollege Hegg, der gesagt hat, dass jetzt doch eine ziemliche Verwirrung entstanden sei, nicht zuletzt auch durch diesen Verein «Alle Menschen», der einmal so und einmal so argumentiert. – Ich suche ihn gerade mit den Augen. Er müsste dort hinten irgendwo sein. Merci, Andreas Hegg, mir erging es auch so. Es war tatsächlich nicht immer ganz nachvollziehbar, ob jetzt diese Situation in diesen Containern derart schlimm ist. Am Anfang ist man davon ausgegangen, dass es tatsächlich nicht geht, und mit der Zeit hat sich halt dort so etwas wie eine Dorfgemeinschaft ergeben. Die Integration ist auf eine gewisse Art entstanden. Aber das wissen wir ja: Es ist nicht die kantonale Doktrin oder die Schweizer Doktrin, dass diese Integration dort stattfinden soll. Diese Leute sollen heimgehen. Das können sie aber häufig nicht, weil sie aus Konfliktsituationen kommen, wo dies nicht möglich ist oder wo es keine Abkommen gibt. Es gibt x Gründe. Das hat Tom Gerber auch sehr gut erläutert. Wir müssen nicht länger darauf herumhacken. Sie sind da, und sie verdienen eine gute Aufnahme und eine gute Behandlung.

Zu Andrea Gschwend-Pieren will ich vielleicht noch sagen: Keine der Personen, die ich kenne, fordern irgendetwas lauthals. Keine. Das sind Leute, die meistens aufgrund dessen, was ihnen passiert ist, sprachlos wurden. Geflüchtet sind sie aus Konflikten, aus Kriegsgebieten. Lauthals ist dort schon lange niemand mehr. Vielleicht gibt es Organisationen oder vielleicht gibt es auch die Politik, die manchmal lauthals in die eine oder in die andere Richtung ausruft. Manchmal gibt es halt auch Leute, die dies ausnützen, um ihre eigene Politagenda zu bewirtschaften. Manchmal gibt es wahrscheinlich auch Organisationen, die das vielleicht gut meinen, aber wir wissen: gut gemeint ist nicht immer gut erzielt. Daher ist es sehr schwierig, aber es geht um diese Menschen, und auf deren Buckel wird jetzt ganz viel ausgetragen. Ich würde mich sogar dazu versteigen zu sagen, dass sogar der Regierungswahlkampf ein Stück weit auf diesem Buckel ausgetragen wurde, und da möchte ich gerne nachfragen. Ich meine dies jetzt wirklich in aller Aufrichtigkeit und hoffe, dass wir hier die Chance haben, dies zu klären. Diese Situation in Biel, wo es hiess, man suche eine Unterkunftsmöglichkeit in Biel. Man weiss nicht, wer wie ... *(Der Präsident bittet den Redner, zum Schluss zu kommen. Dabei kommt es zu einem kurzen Unterbruch der Audioübertragung. / Le président demande à l'orateur de conclure. Survient un blanc à ce moment-là dû à un bref défaut de transmission audio.)* Aber ich möchte Philippe Müller gerne fragen, ob er uns etwas zur Situation der französischsprachigen Leute sagen kann, die jetzt noch dort sind, und ob etwas in Aussicht steht, damit diese bleiben können. Das würde mich sehr interessieren. Merci für diese Antwort.

Philippe Müller, SID-Direktor. Zuerst vielleicht eine Vorbemerkung: Merci vielmals für die nette Begrüssung meiner Mitarbeiterinnen. Wir haben schon seit Längerem keine Sekretärinnen mehr in unserer Direktion. Es sind alles Kadermitarbeiterinnen. Eine ist Chefin Fonds und Bewilligungen, eine ist stellvertretende Amtsleiterin und eine ist stellvertretende Generalsekretärin. Dies aber nur als kleine Vorbemerkung. *(Applaus / Applaudissements)*

Zum Bericht der NKVF wurde hier schon viel diskutiert und geschrieben. In dieser Session beantwortet der Regierungsrat auch noch zwei dringliche Interpellationen. In der nächsten Session wird sich der Grosse Rat mit – so, wie es heute aussieht – mindestens sechs Vorstössen zum gleichen Thema befassen können.

Wünschenswert wäre es einfach, wenn man jeweils korrekt, inhaltlich korrekt, berichten würde. Dieses Postulat, worüber wir jetzt sprechen, beinhaltet leider eine falsche Information, und zwar eine falsche Information, die auch schon immer wieder gebracht wurde. Es wurde vorhin gesagt, man solle es differenziert anschauen. Aber wenn man sagt, die meisten dieser abgewiesenen Asylsuchenden können nicht in ihr Heimatland zurückkehren, dann ist diese Aussage falsch. Denn die

Überprüfung der Asylgesuche durch das Staatssekretariat für Migration (SEM) und durch das Bundesverwaltungsgericht beinhaltet genau diese Frage. Also, das SEM prüft: Können diese Leute zurück? Ist diese Rückkehr humanitär und zumutbar und ist die Rückkehr technisch möglich? Wenn all diese Fragen mit Ja beantwortet werden, dann kann es einen abweisenden Entscheid geben. Dann kann man nachher nicht hierherkommen und sagen: Sie können nicht zurück. Das ist nicht korrekt, ausser es hat sich in der Zwischenzeit etwas geändert, und sonst müsste man das einmal mit Frau Schraner Burgener des SEM diskutieren.

In einer Stellungnahme zum Bericht hat die SID im Februar ein erstes Fazit gezogen. Unterdessen sind die Empfehlungen, die rechtlich möglich und operativ umsetzbar und inhaltlich sinnvoll sind, erfüllt. Vieles, was die Anti-Folterkommission noch als Empfehlung herausgegeben hat, wurde bereits früher, also bevor der Bericht erschienen ist, angegangen. Deshalb auch der Antrag des Regierungsrates, der für drei Ziffern die Annahme und die Abschreibung beantragt.

Jetzt konkret zu den Ziffern des Vorstosses, zuerst zu Ziff. 1 und 2: Bereits seit Januar 2022 werden Familien und Kinder und alleinstehende Frauen in separaten Unterkünften untergebracht. Das erste Mal im Rückkehrzentrum Enggistein. Durch die separate Unterbringung von Familien mit Kindern und alleinstehenden Frauen ist es möglich, die Betreuung noch spezifischer nach den Bedürfnissen dieser beiden Personengruppen auszurichten. Mit Enggistein haben wir meines Erachtens wirklich eine gute Lösung gefunden. Davon bin ich überzeugt. Es gibt meines Wissens nirgends sonst in der Schweiz ein Zentrum nur für Familien und Frauen, und es hat dort eben diese Zimmer für Frauen und Kinder. Sie sind also vorhanden, Frau Grossrätin Junker Burkhard.

Vielleicht noch eine weitere Bemerkung zu Enggistein: Es wurde im Januar 2022 eröffnet, und Sie können sich vorstellen, bis man es öffnen kann, bis man alle Bewilligungen und Absprachen hat. Mit der Gemeinde. Mit dem Gemeinderat. Mit dem Regierungstatthalteramt. Mit der BKD, was die Schulen betrifft. Mit den Schulen selber, weil sie zwar zusätzliche Kinder nehmen können, aber nicht zu viele. Es braucht auch dort eine Bewilligung. Dies braucht einiges an Zeit, und wir haben es im Januar 2022 eröffnet und der Anti-Folterbericht kam im Februar. Also können Sie sich vorstellen, dass wir auf die Gemeinde zugegangen sind, lange bevor die NKFV tätig wurde. Es hat dann trotzdem gewisse Medien nicht daran gehindert, dies so darzustellen, als wäre es eine Folge des Berichts. Das stimmt nicht.

Ziff. 3 wurde zurückgezogen, wenn ich es richtig mitbekommen habe. Ziff. 4 fordert, für Familien und für Frauen eine höhere Nothilfe vorzusehen. Ich setze mich für eine Erhöhung des Nothilfebetrags von 8 auf 10 Franken pro Person und Tag ein. Ich werde dies dem Regierungsrat vorschlagen. Das stand auch so in den Medien. Der Regierungsrat hat darüber aber noch nicht entschieden. Die entsprechende Anpassung der Einführungsverordnung zum Ausländer- und Integrationsgesetz und zum Asylgesetz (EV AIG und AsylG) ist vorbereitet und aktuell bei den Direktionen im Mitberichtsverfahren. Wie dann die Regierung entscheidet, sehen wir dann. Persönlich bin ich zuversichtlich. Aber es ist der Entscheid der Regierung. Aber etwas ist auch klar: Höher als das geht es nicht. Wir befinden uns im Bereich der Nothilfe und nicht der Asylsozialhilfe. Sie muss auf jeden Fall tiefer sein, also kann es bis in den Bereich von 10 Franken gehen. Höher nicht. Sie wissen auch: Das Nothilferegime gilt schweizweit.

Ziff. 5 fordert, dass man den Empfehlungen der Kommission Rechnung trägt. Die SID hat verschiedene Massnahmen bereits umgesetzt. Wie erwähnt, zu einem guten Teil schon seit Längerem. Dazu gehören eben die Inbetriebnahme eines separaten Zentrums für Familien mit Kindern und für alleinstehende Frauen und auch die einheitliche Handhabung betreffend Abgabe von Hygieneartikeln an Frauen und an Mädchen und die Vornahme von gezielten Infrastrukturarbeiten. Einige Punkte lehnen wir aber auch ab, welche in diesem Bericht als Empfehlung drin sind, zum Beispiel Kochmöglichkeiten in den Zimmern. Das ist wegen der Brandschutzvorschriften undenkbar. Die Gebäudeversicherung würde dies nie akzeptieren. Oder ebenfalls: dass man die Bewohnende dafür zahlt, dass sie ihr eigenes WC putzen. Das machen wir auch sonst in der Bevölkerung nicht.

Mit Blick auf die bereits umgesetzten Massnahmen beantragt der Regierungsrat damit bei den Ziff. 1, 2 und 5 die Annahme und die gleichzeitige Abschreibung. Bei Ziff. 4, Erhöhung der Nothilfe, beantragt der Regierungsrat die Annahme. Da das, wie gesagt, noch nicht im Regierungsrat war, sollte die Ziff. 4 auch noch nicht abgeschrieben werden.

Nachher hat Grossrat Grupp noch wegen Biel bzw. wegen der französischsprachigen Familien von Biel-Bözingen gefragt. Dort laufen die Diskussionen. Es ist im Moment keine Lösung spruchreif, sonst hätten wir sie schon bekanntgegeben. Es gibt einfach zwei Voraussetzungen. Erstens: Es muss französischsprachig sind. Zweitens: Zugang zur öffentlichen Schule. Möglich ist dies im ganzen französischsprachigen Kantonsteil. Das ist das, was ich Ihnen sagen kann. Aber wir suchen mit den beteiligten Leuten nach einer Lösung, möglichst in der Nähe. Aber diese ist noch nicht spruchreif.

Präsident. Ja, werter Regierungsvizepräsident, merci für deine Korrektur. Ich habe mir nämlich noch überlegt, wie ich es sagen möchte. Gehilffinnen, dünkte mich, gefällt mir nicht so. (*Heiterkeit / Hilarité*) Aber bei diesen vielen verschiedenen Titeln ein Wort zu finden, ist manchmal noch schwierig. Da haben manchmal die Welschen wieder einen Vorsprung. «Mon amour» ist zum Beispiel so ein schönes Wort (*Heiterkeit / Hilarité*), oder ich habe mir überlegt: Ich sage jetzt dann «collaborateurs» oder «collaboratrices». Ich glaube, das ist schöner anzuhören. Das habe ich auch von Hervé, meinem Vorgänger, gelernt. Es klingt einfach manchmal besser auf Französisch.

Dann kommen wir jetzt zur Abstimmung. Wir stimmen punktweise ab. Wer der Ziff. 1 dieses Postulats zustimmt, stimmt Ja, wer sie ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung / Vote

2021.RRGR.321: Ziff. 1 / ch. 1

Annahme / Adoption

Ja / Oui	152
Nein / Non	0
Enthalten / Abstentions	0

Präsident. Sie haben dieser Ziff. 1 einstimmig zugestimmt.

Dann befinden wir noch über die Abschreibung. Wer die Ziff. 1 abschreiben will, stimmt Ja, wer das nicht will, stimmt Nein.

Abstimmung / Vote

2021.RRGR.321: Ziff. 1, Abschreibung / ch. 1, classement

Annahme / Adoption

Ja / Oui	87
Nein / Non	60
Enthalten / Abstentions	2

Präsident. Sie haben der Abschreibung zugestimmt.

Dann kommen wir zur Ziff. 2: Wer die Ziff. 2 des Postulats annimmt, stimmt Ja, wer sie ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung / Vote

2021.RRGR.321: Ziff. 2 / ch. 2

Annahme / Adoption

Ja / Oui	152
Nein / Non	0
Enthalten / Abstentions	0

Präsident. Sie haben auch die Ziff. 2 einstimmig angenommen.

Befinden wir auch hier über die Abschreibung: Wer die Ziff. 2 abschreiben will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung / Vote

2021.RRGR.321: Ziff. 2, Abschreibung / ch. 2, classement

Annahme / Adoption

Ja / Oui	89
Nein / Non	60
Enthalten / Abstentions	3

Präsident. Sie haben auch diese Ziffer abgeschrieben.

Die Ziff. 3 wurde zurückgezogen. Dann kommen wir zur Ziff. 4: Wer die Ziff. 4 dieses Postulats annehmen will, stimmt Ja, wer dies nicht will, stimmt Nein.

Abstimmung / Vote

2021.RRGR.321: Ziff. 4 / ch. 4

Annahme / Adoption

Ja / Oui	152
Nein / Non	0
Enthalten / Abstentions	0

Präsident. Sie haben auch die Ziff. 4 einstimmig angenommen.

Hier wurde auch die Abschreibung verlangt: Wer die Ziff. 4 abschreiben will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung / Vote

2021.RRGR.321: Ziff. 4, Abschreibung / ch. 4, classement

Annahme / Adoption

Ja / Oui	80
Nein / Non	67
Enthalten / Abstentions	2

Präsident. Sie haben auch die Ziff. 4 abgeschrieben.

Dann kommen wir zur Ziff. 5: Wer die Ziff. 5 annehmen will, stimmt Ja, wer dies nicht will, stimmt Nein.

Abstimmung / Vote

2021.RRGR.321: Ziff. 5 / ch. 5

Annahme / Adoption

Ja / Oui	150
Nein / Non	0
Enthalten / Abstentions	0

Präsident. Sie haben Ziff. 5 angenommen.

Stimmen wir auch hier noch über die Abschreibung ab: Wer die Ziff. 5 abschreiben will, stimmt Ja, wer dies nicht will, stimmt Nein.

Abstimmung / Vote

2021.RRGR.321: Ziff. 5, Abschreibung / ch. 5, classement

Annahme / Adoption

Ja / Oui	87
Nein / Non	61
Enthalten / Abstentions	3

Präsident. Sie haben auch die Ziff. 5 abgeschrieben.

Hiermit wünsche ich dem Vizeregierungspräsidenten einen schönen Abend, et à ses collaboratrices la même chose. Wir kommen nachher zu den Geschäften der BVD und warten auf Regierungsrat Christoph Neuhaus.